

COMMUNE
DE BEAUSSAIS-SUR-MER

PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

| | |
|--|--|
| Demande déposée le 04/08/2023 et complétée le 17/10/2023 | |
| Date d'affichage de l'avis de dépôt : 07/08/2023 | |
| Par : | Monsieur DE METZ ROBERT |
| Demeurant : | Manoir De La Coudraye 22650 BEAUSSAIS SUR MER (ANCIENNEMENT PLOUBALAY) |
| Sur un terrain sis : | Launay Comatz - Plobalay 22650 BEAUSSAIS-SUR-MER |
| Cadastré : | 209 E 36, 209 E 37, 209 E 38, 209 E 574, 209 E 575, 209 E 577, 209 G 928, 209 G 930, 209 G 932 |
| Nature des Travaux : | Réhabilitation d'une ancienne dépendance, Réhabilitation d'un bâtiment d'exploitation en atelier et démolition de bâtiments et d'annexes sans intérêts architecturaux |

N° PC 022 209 23 C0022

Surface de plancher créée : 295 m²

Le Maire DE BEAUSSAIS-SUR-MER

Vu la demande de permis de construire présentée le 04/08/2023 par Monsieur DE METZ ROBERT demeurant Manoir De La Coudraye, BEAUSSAIS SUR MER (ANCIENNEMENT PLOUBALAY) (22650) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour Réhabilitation d'une ancienne dépendance, Réhabilitation d'un bâtiment d'exploitation en atelier et démolition de bâtiments et d'annexes sans intérêts architecturaux,
- sur un terrain situé Launay Comatz, à BEAUSSAIS-SUR-MER (22650),
- pour une surface de plancher créée de 295 m² ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 10/11/2006, modifié le 02/12/2008, le 02/07/2013, le 04/11/2014, le 28/07/2015 et le 27/10/2015 ;

Vu l'avis Favorable de l'Agence Technique Départementale en date du 07/09/2023;

Vu l'avis Favorable d'Enedis en date du 30/08/2023;

Vu l'avis Favorable de la SAUR en date du 30/08/2023;

Vu l'avis Favorable du Bureau d'Etudes - Dinan Agglomération en date du 26/09/2023;

Vu les pièces fournies en date du 17/10/2023;

ARRETE

Article 1 : Le présent Permis de Construire valant permis de démolir est ACCORDE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

Article 2 : Le bénéficiaire de la présente autorisation devra se conformer aux prescriptions émises par le Service Public d'Assainissement Non Collectif de Dinan Agglomération dans son avis dont copie ci-annexée.

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Soit la date à laquelle vous avez reçu notification du présent arrêté
- Soit la date de transmission de cet arrêté au préfet.

Envoyé en préfecture le 04/12/2023

Reçu en préfecture le 04/12/2023

Publié le

ID : 022-200064699-20231123-ARR_PC23209C022-AR

BEAUSSAIS-SUR-MER, le 23/11/23
Le Maire,

Le MAIRE
Eugène CARO



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois par période d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.